



On nous enfume ?

EDITO

Michelin, le 17 mai 2013, au cours de l'assemblée des actionnaires, le patron M. Senard excluait toute fermeture d'usine et suppression de postes en affirmant "le sujet ne se pose pas aujourd'hui, l'erreur serait de quitter nos territoires".

La douche froide : vendredi 7 juin, Michelin annonçait à la presse l'arrêt de la production "poids lourds", sur le site de Joué-les-Tours, avec plus de 730 suppressions d'emplois sur 900. Celui-ci évoque des baisses de ventes, et que la France est largement sous capacitaire en production de pneumatiques, pourtant de plus en plus de camions sont sur nos routes.

Près de 2.000 salariés de toutes les usines de France ont répondu lors du Comité Central d'Entreprise, le 26 juin, à Clermont-Ferrand, en criant bien fort : "Aucune suppression d'emplois. Nous voulons vivre et travailler à Joué-les-Tours".

Cette situation, n'existe pas que chez Michelin. Dans notre pays combien de salariés luttent pour sauver leur emploi, améliorer leurs conditions de vie, salaire, etc... ?

Les salariés de la SNCF luttent depuis plusieurs mois pour de meilleures conditions de travail, mais aussi pour le Cévenol qui s'arrête en gare et n'a plus de chauffeur pour continuer le trajet....

Les patrons du CAC 40, où dans les entreprises du public, ont les mêmes méthodes : supprimer des emplois pour gagner plus. Notamment ceux qui avec l'argent de leurs salariés peuvent s'acheter un avion personnel. Le vendredi soir ils partent de leur bureau destination Ile-de-Ré, où ailleurs, et reviennent le lundi à 9h à leur bureau.

Elle n'est pas belle la vie pour des patrons ? "Mais il faudrait en finir avec les rapaces du CAC 40".

Eux, ils ne veulent pas le changement, nous si. Mais il faut aller le chercher, et c'est maintenant : nous devons frapper fort, tous ensemble !

Notre Secrétaire Général Thierry Lepaon propose, la première semaine de septembre, 4 grands meetings nationaux, suivis la deuxième semaine de grandes manifestations interprofessionnelles.

Tout l'été, nous devons discuter et argumenter les propositions CGT, ne soyons pas frileux.

Il ne suffit plus de s'indigner, il faut agir ! C'est tous ensemble : jeunes, actifs, retraités, chômeurs, que nous gagnerons ce changement tant attendu.

P.S. : Michelin s'est offusqué d'une grille et d'un carreau cassés lors de la manifestation aux Carmes, le 26 juin, lui qui casse 700 emplois à Tours, ne manque pas d'air !

Michelle Boutigny

Sommaire :

P2: Tombola fête UD

P3: Conférence Sociale, Négo. Qualité de vie au travail

P4: Fraude Fiscale, Budget 2014, Chiffres du chômage

Dispensé de timbrage
COURRIER
DES SYNDICATS
Union Départementale
CGT du Puy-de-Dôme
Maison du Peuple
Place de la Liberté
63000 Clermont-Ferrand

CLERMONT-FD CTC



PRESSE
URGENTE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

N° 1464 DU VENDREDI 28 JUIN 2013

DEPOSE LE 28 JUIN 2013

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULLIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D

AGENDA :

- 2 JUILLET 2013 : C.E. UD





Fête des luttes et de la solidarité

GAGNANTS DE LA TOMBOLA



1. **Voyage** > **EL MELOUANI Rachid (UL Ambert)**
2. **Siège massant** > **BERRICK Christelle (Assistants maternelles)**
3. **Livre Michelin** > **CHARPIN Isabelle (Assistants maternelles)**
4. **Livre Michelin** > **CHARPIN Isabelle (Assistants maternelles)**
5. **Livre Michelin** > **BEAUNE**
6. **Livre Michelin** > **TEUMA JB**
7. **Livre Michelin** > **ROUSTAND Brigitte**
8. **Livre Michelin** > **CHALUS Daniel (Auvergne Habitat)**
9. **Livre Michelin** > **LAUNOY Claire**
10. **Livre Michelin** > **PEPIN Pascal (Banque de France papeterie)**
11. **Livre Michelin** > **LIMAGRAIN**
12. **Livre Michelin** > **PEPIN Pascal (Banque de France papeterie)**

GRANDE CONFÉRENCE SOCIALE 2013 : PREMIÈRES APPRÉCIATIONS DE LA DÉLÉGATION CGT

Des attentes sociales qui devront trouver des réponses ailleurs !

La fameuse grande conférence sociale s'achève. **La CGT y a, durant ces 2 jours, fortement porté les attentes des salariés et ses propositions pour sortir de la crise.**

La voix des salariés, largement ignorée dans la période, avait besoin de se faire entendre afin de rappeler l'urgence sociale notamment sur l'emploi et les salaires. L'affichage d'une conférence sociale consacrée à l'emploi a tourné court dans les faits. Le temps de débat, à peine de plus de deux heures en deux jours, ainsi que les annonces, ne répondent en rien à l'enjeu et confirment l'orientation gouvernementale sur la baisse du coût du travail. Pour autant, nous relevons que la question des stages, soulevée par la Cgt, a fait l'objet d'un engagement du premier ministre à légiférer avant la fin d'année. De même, notre exigence d'évaluation des aides publiques se traduira par la constitution du comité de suivi du CICE, afin de faire une évaluation du dispositif.

Le refus de parler des salaires alors même qu'il s'agit d'une des principales attentes des salariés dans la période n'a pas empêché la Cgt de porter cette revendication dans toutes les tables rondes. Le Premier Ministre annonce la création d'un observatoire des rémunérations au sein du Commissariat Général à la Stratégie et à la Prospective ; cela valide que la question des salaires est une préoccupation prioritaire dans notre pays.

A l'heure où le besoin de financement de la protection sociale nécessite de nouvelles ressources, l'augmentation des salaires, y compris par l'instauration effective de l'égalité hommes-femmes, est une des pistes incontournables.

Tout en précisant qu'il faudra faire des efforts, le gouvernement reste muet sur les orientations qu'il prendra sur la réforme des retraites mais confirme le calendrier : concertation à partir du 4 juillet et « dès le mois de septembre, le gouvernement prendra ses responsabilités ».

Il est urgent que les salariés se saisissent de ces questions. Nous devons maintenant mettre en œuvre notre plan de travail : durant tout l'été aller à la rencontre des salariés afin de construire avec eux une journée d'action dès début septembre pour peser sur les choix qui seront faits.

Montreuil, le 21 juin 2013.

Négociation qualité de vie au travail/Egalité professionnelle

A l'issue de la séance de négociation paritaire du 19 juin, un projet d'accord est soumis à la signature des organisations syndicales et patronales. Il est loin de répondre aux objectifs ambitieux que la CGT portait.

Parce que l'enjeu touche au quotidien de tous les salariés, la CGT a travaillé pour faire de nombreuses propositions constructives avec les autres organisations syndicales, notamment sur l'organisation du travail, l'obligation de négocier sur la Qualité de Vie au Travail (QVT), le droit d'expression des salariés, le management, le rôle et la place des CHSCT, l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le MEDEF n'a pas accepté l'instauration d'une nouvelle négociation obligatoire sur la QVT et de nouveaux droits pour les salariés leur permettant d'intervenir sur leur travail. Durant tout le temps de la négociation, il a tenté d'imposer qu'elle soit fusionnée avec d'autres négociations obligatoires notamment celles portant sur l'égalité professionnelle. Nous regrettons cette posture, sans doute liée à des débats internes du côté patronal.

Dans ce processus, les organisations syndicales ont tenté, ensemble, dans cette dernière réunion de lever les ambiguïtés contenues dans 2 articles porteurs de reculs sociaux.

La CGT va consulter ses organisations et décidera de son positionnement à partir du contenu du projet d'accord.

Comme la CGT l'a réaffirmé au cours du 50ème congrès en mars dernier, le travail, son sens, sa qualité, son contenu, son organisation, loin de constituer des contraintes font partie des solutions pour sortir de la crise. Tout comme l'égalité professionnelle et salariale si elle était enfin mise en œuvre.

C'est la conviction de la CGT. Elle est déterminée à avancer sur ces enjeux. La CGT continuera à porter les propositions ambitieuses élaborées dans l'unité syndicale lors de la conférence sociale.

Elles auraient pu être le socle d'un accord, elles peuvent encore devenir la base d'un projet de loi.

Montreuil, le 20 juin 2013

Fraude fiscale : Indulgence pour les fraudeurs, intransigeance pour les syndicalistes ?

Etrange coïncidence : Au moment où se déroule la conférence sociale, une loi sur « la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière » est en première lecture à l'Assemblée nationale.

Le gouvernement fixe les règles de régularisation des exilés fiscaux. Ils seront prévenus, disposeront d'un délai de réflexion et seront traités selon les règles du droit commun avec quelques modulations et aménagements. Fraudeurs et délinquants n'auront aucune sanction mais devront simplement s'acquitter de leurs obligations et, comme chaque citoyen, payer les impôts dus depuis quelques fois plusieurs années. Un signe fort est ainsi envoyé en direction des plus riches mais des moins civiques et des entreprises les plus indélicates.

Tous les actes frauduleux sont effacés et oubliés pourvu que leurs auteurs rentrent dans le droit commun.

Les salariés et syndicalistes sanctionnés sous le gouvernement Sarkozy pour avoir défendu leur emploi et leurs droits à la retraite attendent toujours justice et réparation. Le gouvernement actuel a refusé une loi d'amnistie sociale. A la conférence sociale aucune table ronde n'a été consacrée aux droits nouveaux nécessaires pour les salariés. Indulgence d'un côté pour les fraudeurs et les plus riches, intransigeance d'un autre côté à l'égard des syndicalistes.

La CGT continue d'exiger une loi d'amnistie sociale, mesure de justice et de simple réparation.

Montreuil, le 21 juin 2013

Budget 2014 : les financiers mieux servis que les citoyens

Le Premier Ministre vient de signer les « lettres de plafond de dépense », autrement dit le budget des ministères, qui prévoit une baisse de 1,5 milliard d'euros de dépenses de l'Etat, dont la moitié au détriment des collectivités territoriales. Selon le Premier Ministre : « Chaque année depuis 1958, depuis le début de la Vème République les dépenses de l'Etat augmentent. Cette année pour la première fois elles vont diminuer, les dépenses de l'Etat seront en diminution de 1,5 milliard d'euros. Mais gouverner c'est choisir. Et le gouvernement, après un travail minutieux avec chacun des ministres, a pu financer dans ses dépenses de l'Etat les priorités. »

Choisir certes mais au profit de qui ? La baisse des dépenses cible les citoyens et épargne les financiers qui continuent d'être rémunérés sur la dette publique. Au moment où l'économie est en récession et où les recettes de l'Etat diminuent par rapport aux prévisions à cause de la faiblesse de l'activité économique, l'annonce de la baisse des dépenses de l'Etat est pour le moins problématique. Comme l'atteste l'exemple grec, l'austérité budgétaire ne fait qu'aggraver la crise économique, le déficit budgétaire et la dette publique. Le choix de porter les économies sur les collectivités est d'autant plus critiquable que celles-ci souffrent déjà de l'insuffisance de leurs moyens, alors qu'elles réalisent deux-tiers des investissements publics.

La gravité de la situation implique une gestion la plus rigoureuse du budget de l'Etat. Cela nécessite avant tout d'en finir avec les gâchis de fonds publics pour accroître les dépenses socialement et économiquement utiles. Ainsi, par exemple, avec un coût budgétaire de 20 milliards d'euros, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), récemment instauré, est déjà critiqué pour sa faible efficacité en termes de ses impacts sur l'emploi et l'activité surtout dans l'industrie. Pour améliorer les finances publiques, la Cgt propose une réforme globale de la fiscalité, une mise à plat et un examen sérieux de l'efficacité de toutes les aides publiques accordées aux entreprises dont le montant avoisine les 200 milliards d'euros.

Montreuil, le 25 juin 2013

CHIFFRES DU CHÔMAGE : LES SALARIÉS DOIVENT INTERVENIR !

Malgré une stabilité des chiffres du chômage pour le mois de mai, la situation de l'emploi reste une vraie préoccupation pour la CGT. Le bilan de la politique désastreuse de l'emploi se confirme de mois en mois. En France, comme en Europe, l'avenir ne peut plus progresser sans mettre la dimension sociale au cœur des politiques économiques et budgétaires car toutes les politiques d'austérité déjà menées ne font que mener à la récession.

Lors de la Conférence Sociale des 20 et 21 juin, la CGT a fortement porté les attentes des salariés et ses propositions pour sortir de la crise. La croissance passe par l'augmentation des salaires, la création d'emplois, la réindustrialisation, le développement des services publics et la fin du dumping social.

Hormis de minces concessions sur la formation de 30 000 chômeurs, le Gouvernement n'a pas annoncé de mesures pour l'emploi et a confirmé sa volonté de porter la durée de cotisations à 43 ans voir 44 ans.

Quant aux contrats aidés, chacun connaît désormais les immenses cadeaux accordés aux entreprises en matière d'exonérations de cotisations sociales en contrepartie d'un effet mineur sur l'emploi.

C'est le message qu'a porté la semaine de mobilisation, à l'initiative de la Confédération Européenne des syndicats (CES), du 7 au 14 juin à travers l'Europe pour « changer de cap contre les politiques d'austérité ».

Durant toute cette semaine, les mobilisations qui se sont déroulées en France dans les professions et dans les territoires, ont été un succès.

La CGT invite les salariés à s'emparer de la journée de mobilisation de septembre.

PLUS QUE JAMAIS !

Montreuil, le 26 juin 2013